

A background image showing a person's hands working on a laptop. A semi-transparent red rectangle is overlaid on the image, containing the title and subtitle. A small shopping cart icon is also visible on the right side of the red rectangle.

Commerce et ventes au détail : une croissance stable en surface, portée par de nouvelles dynamiques

Mensuel économique d'août 2026

Le commentaire de notre économiste Alexandra

Les ventes au détail au Québec affichent une croissance cumulative de 3,2 % à la fin de mai 2026, un rythme comparable à celui de l'an dernier. Cette stabilité masque toutefois une évolution des comportements de consommation. Les ménages continuent de soutenir leurs dépenses courantes et certaines catégories liées aux loisirs, tandis que les achats de biens durables, tels que les meubles, les électroménagers et les matériaux de construction, montrent des signes d'essoufflement dans un contexte d'incertitude économique.

Du côté de la conjoncture, l'inflation a légèrement accéléré en juillet, principalement sous l'effet des prix de l'énergie. Le marché du travail canadien demeure solide, le taux de chômage ayant atteint son plus faible niveau en deux ans. Les marchés financiers continuent également de faire preuve de résilience, soutenus par des bénéfices d'entreprises robustes malgré un environnement économique et géopolitique toujours incertain.



Alexandra Lareau

Conseillère et économiste

alexandra.lareau@mallette.ca

Actualité économique

Commerce et ventes au détail

Une croissance stable en surface, portée par de nouvelles dynamiques

Les **ventes au détail au Québec à la fin mai 2026 affichent une croissance cumulative de 3,2 %** par rapport à la même période en 2025. Les résultats globaux masquent toutefois des **tendances distinctes entre les sous-secteurs** du commerce de détail.

Un essoufflement du côté des biens durables

Les données cumulatives indiquent un ralentissement de l'activité dans certaines catégories, particulièrement celles associées aux biens durables.

- **Meubles et électroménagers** présente le revirement le plus prononcé, passant d'une croissance de 6,6 % l'an dernier à un recul de 1,0 % en 2026
- **Matériaux de construction** affichent quant à eux une quasi-stagnation (-0,1 %), après avoir progressé de 1,6 % un an plus tôt
- **Concessionnaires automobiles** demeurent en territoire positif (+2,1 %), mais enregistrent néanmoins une croissance plus modeste que celle observée en 2025 (+3,1 %)

Cette décélération est cohérente avec un **environnement économique plus incertain, qui incite les ménages à reporter certains achats discrétionnaires de grande valeur**. Dans le cas des matériaux de construction, elle reflète également l'affaiblissement de l'activité de rénovation et de construction résidentielle.

Un portrait contrasté pour les biens semi-durables

L'évolution des ventes de biens semi-durables varie sensiblement selon les segments de marché. Les ventes de vêtements ont vu leur rythme de progression ralentir fortement, passant de 10,2 % en 2024-2025 à 1,7 % en 2025-2026. À l'inverse, les articles de sport et de loisirs affichent une nette accélération, leur croissance atteignant 11,3 %, comparativement à 3,8 % un an plus tôt. Ces résultats illustrent des comportements de consommation divergents selon les catégories de produits.

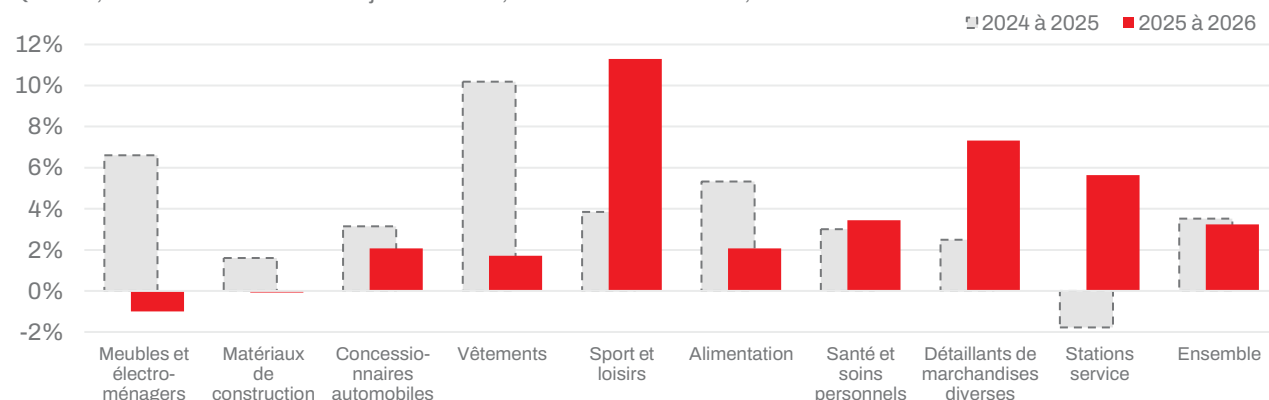
Les stations-service portées par l'effet prix

Les ventes des **stations-service** ont également connu un revirement marqué, leur croissance passant de -1,8 % à 5,6 %. Cette progression reflète principalement la hausse des prix à la pompe attribuable au conflit au Moyen-Orient, plutôt qu'une augmentation des volumes consommés.

En somme, la croissance du commerce de détail demeure relativement stable, mais ses moteurs évoluent. Les ménages continuent de soutenir leurs dépenses courantes et certaines activités de loisirs, tout en faisant preuve d'une plus grande prudence à l'égard des achats de biens durables.

Croissance annuelle des ventes de commerce de détail au Québec

Québec, données cumulatives de janvier à mai, non désaisonnalisées, %



Inflation

Inflation canadienne

En juillet 2026, le **taux d'inflation au Canada s'est établi à 3,0 %**, une **accélération de 0,2 p.p. par rapport à juin** qui inverse la **décélération observée le mois précédent** et ramène l'indice à la limite supérieure de la fourchette cible de la Banque du Canada.

Ce résultat national masque une dispersion interprovinciale marquée, alors que **huit provinces sur dix excèdent cette limite** et la **médiane provinciale avoisine 4,2 %**.

La **Nouvelle-Écosse** affiche le taux le plus élevé au pays (5,0 %) pour un quatrième mois consécutif, et **l'Ontario** le plus faible (2,0 %) pour un cinquième mois. Le **Nouveau-Brunswick** et **l'Alberta** enregistrent les plus fortes progressions mensuelles (+0,7 p.p.).

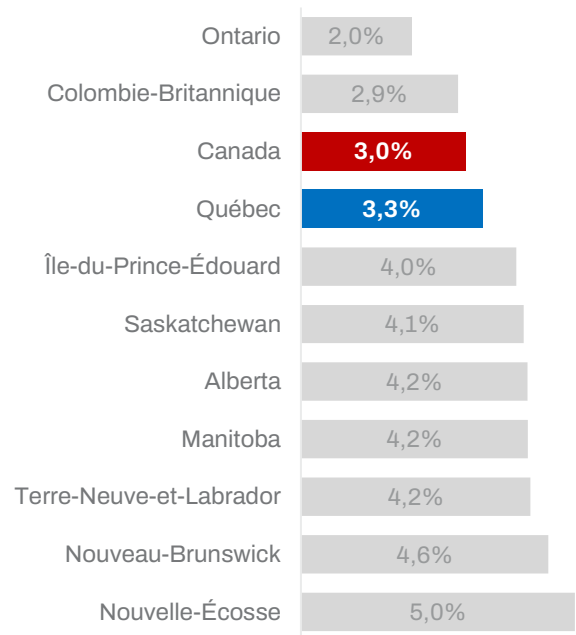
Inflation québécoise

En juillet 2026, le **taux d'inflation au Québec s'est établi à 3,3 %**, soit 0,3 p.p. au-dessus de la moyenne canadienne et une progression de 0,1 p.p. par rapport à juin.

Cette faible variation d'ensemble masque toutefois des mouvements importants entre les composantes. Les **transports** (6,1 %) et les **loisirs, formation et lecture** (4,8 %) affichent à la fois les taux les plus élevés et les hausses mensuelles les plus marquées

Taux d'inflation par province

Inflation annuelle, juillet 2025 à juillet 2026, %

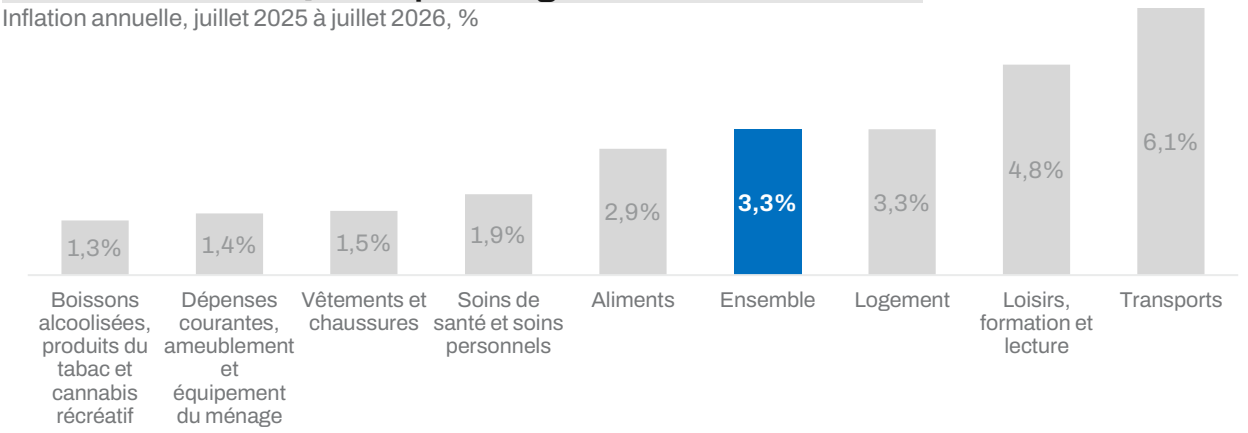


(+1,1 p.p. et +1,9 p.p.). Dans le cas des transports, l'accélération de 6 p.p. du taux d'inflation de **l'essence** explique l'essentiel du mouvement.

À l'inverse, les **vêtements et chaussures** enregistrent le ralentissement le plus prononcé (-1,3 p.p.). Les **aliments** (2,9 %) et le **logement** (3,3 %), qui occupent une place importante dans le budget des ménages, poursuivent quant à eux leur décélération.

Taux d'inflation au Québec par catégorie de biens et services

Inflation annuelle, juillet 2025 à juillet 2026, %



Taux de chômage

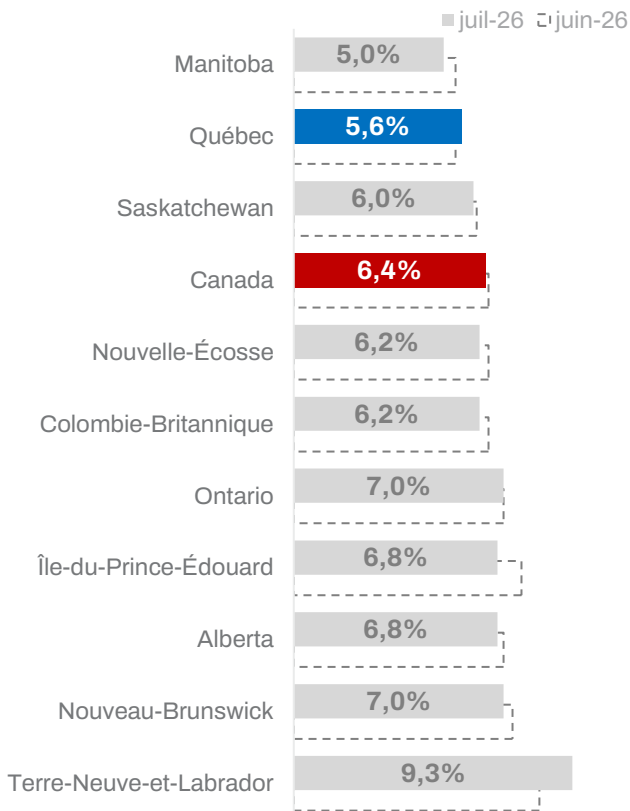
En juillet, le **taux de chômage au Canada s'est établi à 6,4 %**, en baisse de **0,1 p.p. par rapport au mois précédent** et à son niveau le **plus faible en deux ans**, tandis que le taux d'activité a progressé de 0,1 p.p. à 65,1 %.

À l'échelle provinciale, **huit provinces ont maintenu ou diminué leur taux de chômage**, dont cinq avec un taux d'activité simultanément en hausse, signe que l'amélioration provient d'une demande de travail plus soutenue plutôt que d'un retrait de la population active.

- Le **Québec** fait exception avec une hausse de son taux de chômage (+0,2 p.p., à 5,6 %), bien que son taux d'activité ait progressé de la même amplitude
- Le **Manitoba** affiche le taux le plus faible au pays (5,0 %), en recul de 0,4 p.p. par rapport à juin
- **L'Île-du-Prince-Édouard** enregistre la diminution la plus marquée (-0,8 p.p.), mais celle-ci s'explique en partie par un repli du taux d'activité (-0,9 p.p.)
- **Terre-Neuve-et-Labrador** enregistre le taux de chômage le plus élevé, et en hausse de 1,1 p.p., attribuable en partie par un taux d'activité plus élevé (+0,6 p.p.)

Taux de chômage par province

Juillet 2026, %



Marchés financiers

Au cours des derniers mois, les marchés financiers ont fait preuve de résilience malgré un environnement économique marqué par l'incertitude. Les investisseurs ont continué de porter une **attention particulière à la solidité des résultats des entreprises**, notamment à leur **capacité de maintenir une croissance des bénéfices dans un contexte économique plus incertain**. Cette vigueur des bénéfices a contribué à soutenir les marchés et à renforcer la confiance des investisseurs.

Au Canada, le **secteur bancaire** s'est particulièrement démarqué, avec une progression de 33,1 %¹ depuis le début de l'année pour les six grandes banques canadiennes (RBC, TD, Banque Scotia, BMO, CIBC et Banque Nationale du Canada).

Cette performance s'appuie notamment sur de bons résultats financiers, qui ont **renforcé l'intérêt des investisseurs pour les entreprises affichant des fondamentaux solides** et une capacité éprouvée à générer des bénéfices.

En somme, les **derniers mois ont illustré la résilience des marchés face aux incertitudes, tout en permettant la poursuite de la progression des indices**. Bien que les perspectives restent étroitement liées à l'évolution des taux d'intérêt et de la conjoncture économique, la vigueur des bénéfices des entreprises continue d'offrir un soutien important.

¹ Rendement de l'indice Equal Weight Canada Banks Index, composé des six grandes banques canadiennes, au 31 juillet 2026.

Marchés financiers au 31 juillet 2026

Rendement (%)	1 mois	AAD	1 an	5 ans	10 ans
ACTIONS					
S&P/TSX	1,8 %	13,6 %	31,8 %	14,8 %	12,9 %
S&P 500	-0,1 %	10,1 %	19,6 %	12,9 %	15,1 %
NASDAQ 100	-6,6 %	12,0 %	21,8 %	13,6 %	19,6 %
MSCI – EAFE	0,8 %	14,2 %	26,2 %	11,9 %	10,1 %
REVENU FIXE					
Indice des obligations universelles FTSE Canada	-1,6 %	0,7 %	2,6 %	0,3 %	1,5 %

SOURCE | LSEG, Mallette.

Pétrole

Le **prix du Brent s'est établi à 83,76 USD le baril en juillet**, affichant un repli mensuel de 1,9 %. Le quasi-stat quo masque cependant une **forte variabilité intramensuelle** : le prix du baril, qui s'établissait à près de 70 USD en début de mois de juillet, a frôlé les 100 USD vers la fin du mois.

Prix du baril

Brent, juillet 2026

83,76 USD



+25,8 % Par rapport à janvier 2026

-1,9 % Par rapport à juin 2026

Taux de change

En juillet, le taux de change s'établissait à **1,41, en hausse de 2,4 % par rapport à janvier et de 0,5 % par rapport à juin**. Cette dépréciation s'observe malgré la vigueur des cours pétroliers, l'écart de croissance avec les États-Unis et le différentiel de taux pesant davantage sur le huard.

Taux de change USD/CAD

Juillet 2026

1,41



2,4 % (dépréciation) Par rapport à janvier 2026

0,5 % (dépréciation) Par rapport à juin 2026

SOURCES | Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, Banque du Canada, Comité national routier, analyse Mallette, 2026.